



États financiers de

CORPORATION DATACOM WIRELESS

pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de la
Corporation Datacom Wireless

Nous avons vérifié les bilans de la Corporation Datacom Wireless (la « société ») aux 31 décembre 2007 et 2006, et les états des résultats et du résultat étendu, du déficit accumulé et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2007 et 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 6 mars 2008

CORPORATION DATACOM WIRELESS

États financiers

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

États financiers

Bilans.....	1
États des résultats et du résultat étendu.....	2
État du déficit accumulé	3
États des flux de trésorerie	4
Notes afférentes aux états financiers.....	5

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Bilans

31 décembre 2007 et 2006

	2007	2006
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	6 120 533 \$	650 414 \$
Débiteurs (note 3)	1 054 470	1 163 331
Crédits d'impôt à la recherche et au développement à recevoir	750 000	660 000
Tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location-vente (note 4)	96 305	1 512
Stocks	792 888	328 059
Frais payés d'avance et dépôts	171 765	183 171
	8 985 961	2 986 487
Investissement net dans des contrats de location-vente (note 4)	50 515	–
Immobilisations (note 5)	247 256	226 343
Actifs incorporels (note 6)	627 200	–
Écart d'acquisition (note 2)	603 909	–
Frais de financement reportés, déduction faite de l'amortissement	–	171 629
	10 514 841 \$	3 384 459 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	2 211 676 \$	1 167 160 \$
Revenus différés	1 060 070	515 889
Intérêts courus sur billet à ordre	–	103 350
Tranche à court terme des obligations découlant des contrats de location-acquisition (note 7)	38 639	18 559
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 8)	37 935	49 286
	3 348 320	1 854 244
Obligations découlant des contrats de location-acquisition (note 7)	13 352	20 094
Dette à long terme (note 8)	65 871	1 684 732
Actions privilégiées rachetables (note 9)	–	21 963 488
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 10)	31 413 681	89
Bons de souscription (note 11)	2 111 111	–
Surplus d'apport (note 10)	58 360	–
Déficit	(26 495 854)	(22 138 188)
	7 087 298	(22 138 099)
Engagements et garanties (note 14)		
	10 514 841 \$	3 384 459 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,

_____, administrateur

_____, administrateur

CORPORATION DATACOM WIRELESS

États des résultats et du résultat étendu

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

	2007	2006
Ventes	7 891 263 \$	7 249 867 \$
Coût des marchandises vendues	4 899 727	4 273 884
Marge bénéficiaire brute	2 991 536	2 975 983
Dépenses		
Frais généraux et administratifs	2 494 976	1 716 197
Ventes et marketing	1 769 304	1 490 212
Exploitation	774 810	709 068
Recherche et développement	1 241 833	1 059 959
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	(347 066)	(753 847)
Dépréciation et amortissement	137 448	140 565
Frais financiers (note 12)	954 790	1 988 568
Rémunération à base d'actions	200 911	—
Radiation de stocks	109 614	—
Amortissement d'actifs incorporels	44 800	—
	7 381 420	6 350 722
Perte nette et résultat étendu	(4 389 884)\$	(3 374 739)\$
Perte de base et diluée par action (note 10)	(0,27)\$	(3,75)\$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

États du déficit accumulé

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

	2007	2006
Déficit accumulé au début de l'exercice	22 138 188 \$	18 763 449 \$
Redressement résultant de modifications de conventions comptables (note 1 a))	(32 218)	–
	22 105 970	18 763 449
Perte nette	4 389 884	3 374 739
Déficit accumulé à la fin de l'exercice	26 495 854 \$	22 138 188 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

États des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

	2007	2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette	(4 389 884) \$	(3 374 739) \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations	137 448	140 565
Amortissement des actifs incorporels	44 800	-
Amortissement des frais de financement reportés (note 12)	-	81 927
Perte sur conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires (note 12)	171 629	-
Intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables (note 12)	737 972	1 674 586
Intérêts sur billets à ordre convertis en actions ordinaires	98 828	-
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	12 805	-
Rémunération à base d'actions	200 911	-
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 16)	135 085	(250 730)
	(2 850 406)	(1 728 391)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produits de l'émission des billets à ordre	353 823	1 561 514
Remboursement de la dette à long terme	(49 286)	(28 762)
Remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition	(24 661)	(14 315)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	10 000 000	-
Frais d'émission d'actions	(1 436 822)	-
Frais de financement reportés	-	(65 513)
	8 843 054	1 452 924
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(110 120)	(136 977)
Acquisition d'entreprise (note 2)	(412 409)	-
	(522 529)	(136 977)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	5 470 119	(412 444)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	650 414	1 062 858
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	6 120 533 \$	650 414 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

Corporation Datacom Wireless (la « société ») a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Canada. La société est une entreprise de télématique offrant des services d'acquisition, de transmission, d'organisation, de distribution et d'intégration de données stratégiques dans plusieurs secteurs d'affaires, dont ceux du transport, de la gestion des stocks industriels et des services publics.

1. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis par la direction selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Les principales conventions comptables adoptées sont les suivantes :

a) Modifications de conventions comptables

En vigueur au début de l'exercice 2007, la société a adopté les recommandations du chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*, « Résultats étendus », du chapitre 3251 du *Manuel de l'ICCA*, « Capitaux propres », du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation », du chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers - Informations à fournir et présentation », et du chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, « Couvertures ».

Le chapitre 1530 établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu. Le résultat étendu s'entend de la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires. Par « autres éléments du résultat étendu », on entend les éléments comptabilisés dans le résultat étendu, mais exclus du résultat net calculé selon les principes comptables généralement reconnus. Les nouveaux états du résultat étendu sont inclus dans les présents états financiers.

Le chapitre 3251 établit des normes pour la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée, et exige que la société présente de façon distincte les composantes et les variations des capitaux propres attribuables i) au bénéfice net, ii) aux autres éléments du résultat étendu, iii) aux autres variations des bénéfices non répartis, iv) aux variations du surplus d'apport, et v) aux variations du capital-actions. Les nouveaux états de la variation des capitaux propres sont inclus dans les présents états financiers.

Les chapitres 3855, 3861 et 3865 établissent l'ensemble des exigences relatives à la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers, ainsi que des normes qui précisent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

a) Modifications de conventions comptables (suite)

Aux termes de ces nouvelles normes, tous les instruments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de transactions, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente et autres passifs financiers. Tous les instruments financiers, y compris les instruments dérivés, sont inscrits au bilan et sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et les autres passifs financiers, qui sont évalués au coût après amortissement. L'évaluation ultérieure et la constatation des variations de la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments. Les placements détenus à des fins de transactions sont mesurés à la juste valeur, et tous les gains et les pertes sont comptabilisés au poste du résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Aux termes de ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à la juste valeur à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments financiers incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans le résultat à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer en bonne et due forme l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture. Les instruments dérivés qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture doivent être désignés à titre de « couverture des flux de trésorerie », lorsque l'élément couvert est un flux de trésorerie futur, ou comme « couverture de la juste valeur », lorsque l'élément couvert est un actif ou un passif comptabilisé. Les gains et les pertes non réalisés se rapportant à une couverture des flux de trésorerie sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu. Dans le cas d'une couverture de la juste valeur, l'instrument dérivé et l'élément couvert sont tous les deux inscrits à la juste valeur au bilan, et les gains et les pertes non réalisés découlant des deux éléments sont inscrits dans le résultat. Tout instrument dérivé qui ne répond pas aux conditions de la comptabilité de couverture est évalué à la valeur du marché à la fin de chaque période, et les gains et les pertes sont inclus dans le résultat.

À la suite de l'adoption de ces nouvelles normes, la société a classé les quasi-espèces comme actifs détenus à des fins de transactions, les débiteurs comme prêts et créances, les créditeurs et charges à payer, les dettes à long terme et les actions privilégiées rachetables comme autres passifs financiers.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

a) Modifications de conventions comptables (suite)

L'application de ces nouvelles normes doit être faite sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Lors de l'application initiale, tout ajustement de la valeur comptable antérieure des actifs et passifs financiers existants doit être comptabilisé comme un redressement au solde d'ouverture du déficit ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, en fonction du classement de ces actifs et passifs financiers. Au 1^{er} janvier 2007, la société a comptabilisé une réduction de 32 218 \$ au solde d'ouverture du déficit relativement aux passifs financiers.

b) Espèces et quasi-espèces

La société considère l'encaisse et les placements à court terme, échéant à moins de trois mois, comme étant des espèces et quasi-espèces. En 2007, la société avait des dépôts à terme pour une somme de 50 000 \$, procurant un taux d'intérêt effectif moyen de 2,8 % (aucun en 2006).

c) Stocks

Les stocks sont composés de matières premières et sont évalués au moindre du coût et de la valeur de recouvrement. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont initialement comptabilisés à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu des contrats, aux dates d'entrée en vigueur de ces contrats. L'amortissement des immobilisations est calculé selon les méthodes, taux annuels et périodes suivants :

Élément d'actif	Méthode	Taux/période
Équipement de bureau	Solde dégressif	20 %
Équipement informatique et logiciels	Linéaire	2 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée de la location
Matériel roulant	Linéaire	3 ans
Site Internet	Linéaire	2 ans

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

e) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, y compris les immobilisations corporelles ainsi que les immobilisations incorporelles acquises et amortissables, sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. La recouvrabilité d'un actif destiné à être détenu et utilisé se mesure par comparaison de sa valeur comptable et des flux de trésorerie futurs estimatifs non actualisés qui sont susceptibles d'en découler. Si la valeur comptable de l'actif excède les flux de trésorerie futurs estimatifs susceptibles d'en découler, une moins-value égale à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur est inscrite aux résultats de l'exercice.

f) Écart d'acquisition et actifs incorporels

L'écart d'acquisition n'est pas amorti. Un écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle pour l'unité d'exploitation de la société, ou plus fréquemment, si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation comprend deux étapes. Lors de la première étape, la valeur comptable de l'unité d'exploitation est comparée avec sa juste valeur. Lorsque la juste valeur de l'unité d'exploitation excède sa valeur comptable, tout écart d'acquisition rattaché à une unité d'exploitation est considéré comme n'ayant pas subi de perte de valeur et il n'est pas nécessaire de procéder à la deuxième étape du test de dépréciation. La deuxième étape est exécutée lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, auquel cas la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée avec sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation excède la juste valeur implicite de cet écart d'acquisition, une perte de valeur est constatée pour un montant égal à l'excédent et elle est présentée sous un poste distinct dans l'état des résultats.

Les actifs incorporels ayant une durée de vie définie, tels que les contrats conclus avec des clients et les relations clients qui en découlent, le réseau de distribution et la technologie, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de cinq ans.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

g) Constatation des revenus

La société constate les produits d'exploitation lorsque les biens et services sont expédiés et que le client en devient propriétaire et assume les risques de perte, lorsque le recouvrement de la créance connexe est probable et lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord et lorsque le prix de vente est déterminé ou déterminable. Si, après la livraison du produit, il reste des obligations à remplir par la société, alors les revenus ne sont pas constatés tant que ces obligations ne seront pas remplies. Les revenus provenant des contrats de service sont reportés et amortis selon la durée du contrat. De plus, lors de la constatation des produits, la société constitue une provision au titre des coûts estimatifs des garanties de produits.

Les revenus de financement relatifs aux contrats de location-vente sont reconnus de façon à ce que le taux de rendement sur investissement soit constant. L'investissement net dans des contrats de location-vente est composé des paiements de location minimums nets et des revenus de financement différés.

Lorsque plus d'un produit ou service est fourni à un client dans un même accord, la société alloue les revenus de chaque élément du contrat selon la juste valeur relative de chacun des éléments. Pour les accords de prestations multiples, les revenus sont alloués à chaque élément de la transaction selon leur juste valeur. L'objectivité et la fiabilité des évidences de la juste valeur des éléments d'un accord sont fondées sur le processus d'établissement des prix des produits et services lorsqu'ils sont vendus séparément.

h) Instruments financiers

Lors de la constatation initiale, les instruments financiers émis par la société sont classés conformément aux modalités de l'accord contractuel selon les définitions d'un passif financier et d'un instrument de capitaux propres.

Les actions privilégiées des catégories A, B et C sont classées dans le passif parce que les modalités qui les régissent répondent à la définition d'un passif financier. Le rendement cumulatif trimestriel de 8 % relatif à ces actions est également comptabilisé à titre de passif et de frais financiers dans l'état des résultats.

i) Recherche et développement

Les frais de recherche sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont reportés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation et que la réalisation des avantages futurs peut être considérée comme raisonnablement certaine, sinon ils sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés. Au 31 décembre 2007, aucuns frais de développement n'avaient été reportés car ils ne répondaient pas aux critères de capitalisation.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

j) Crédits d'impôt

Les crédits d'impôt pour la recherche et le développement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôt reliés à des dépenses admissibles sont enregistrés en réduction des charges s'y rapportant dans l'année où les dépenses ont été engagées lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leur réalisation.

k) Conversion des devises

Les éléments monétaires de l'actif et du passif libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les gains et les pertes, résultant des conversions, sont portés à l'état des résultats.

l) Impôts sur le bénéfice

La société comptabilise ses impôts sur le bénéfice selon la méthode axée sur le bilan, suivant laquelle des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés pour tenir compte des incidences fiscales futures des écarts entre les valeurs comptables des actifs et des passifs existants, aux fins des états financiers, et leurs valeurs fiscales respectives. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés d'après les taux d'imposition qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur et qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber ou être réglés. L'effet d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est porté aux résultats de l'exercice dans lequel tombe la date à compter de laquelle cette modification entre en vigueur ou devient pratiquement en vigueur. Une provision pour dévaluation est comptabilisée à l'encontre de tout actif d'impôts futurs s'il est plus probable qu'improbable que cet actif ne se réalisera pas.

m) Rémunération à base d'actions et autres paiements à base d'actions

La société a un régime de rémunération à base d'actions, qui est décrit à la note 10 g). La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur tous les octrois d'options d'achat d'actions. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération est mesuré à la juste valeur à la date d'octroi, et il est passé en charges sur la durée du délai d'acquisition de l'octroi. Un crédit d'un montant correspondant est inscrit au surplus d'apport. À l'exercice des options d'achat d'actions, le montant porté au crédit du capital-actions correspond à la somme de toute contrepartie reçue des participants au régime et du montant connexe porté préalablement au crédit du surplus d'apport.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

n) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus nécessite que la direction établisse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les revenus et dépenses des périodes présentées. Les estimations et hypothèses significatives effectuées par la direction sont notamment l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés dans le cadre de regroupement d'entreprises, la détermination de la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, l'estimation de la provision pour garanties, l'évaluation de la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition dans le cadre du test de dépréciation, l'évaluation de la valeur de réalisation des impôts futurs et des crédits d'impôt pour la recherche et le développement, ainsi que la détermination de la juste valeur des actions privilégiées rachetables. L'encaissement des crédits d'impôt pour la recherche et le développement dépend de l'acceptation et de l'admissibilité des dépenses lors de la révision par les autorités gouvernementales. Les résultats réels peuvent différer des montants estimés.

o) Perte par action

La perte par action de base est calculée en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. La perte diluée par action est calculée de la même façon que la perte par action de base, sauf que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est majoré du nombre d'actions supplémentaires résultant de l'exercice réputé des options d'achat d'actions et des bons de souscription, s'ils ont un effet dilutif. Dans le calcul du nombre d'actions supplémentaires, il est présumé que les options d'achat d'actions et les bons de souscription en cours ont été exercés et que le produit tiré de leur exercice, y compris le coût de rémunération non constaté de la rémunération à base d'actions, a été affecté à l'achat d'actions ordinaires, au cours moyen du marché pour la période.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

p) Conventions comptables à être adoptées dans le futur

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers - Informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers - Présentation », contiennent des normes relatives aux informations à fournir sur les instruments financiers, notamment les informations à fournir sur la juste valeur et les risques de crédit, de liquidité et de marché liés aux instruments financiers et établissent des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Ces chapitres remplacent le chapitre 3861. Ces nouvelles normes ne concernent que les informations à fournir et elles n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Ces deux chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. La société adoptera ces normes à compter du 1^{er} janvier 2008.

Le chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, « Informations à fournir concernant le capital », exige de la part d'une entité qu'elle fournisse des informations propres à permettre aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. Cette nouvelle norme ne concerne que les informations à fournir et elle n'aura aucune incidence sur les résultats financiers de la société. La société adoptera cette norme à compter du 1^{er} janvier 2008.

En juin 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, « Stocks », qui remplace le chapitre 3030 et harmonise les normes canadiennes concernant les stocks avec les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* « IFRS »). Ce chapitre prévoit des changements quant à l'évaluation et il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, il réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût, il exige l'application de tests de dépréciation et il élargit les obligations d'information de manière à accroître la transparence. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2008. La société n'a pas encore déterminé l'incidence que l'adoption de cette norme aura sur ses états financiers.

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », et a amendé le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », qui précisent le critère de reconnaissance d'un actif, d'un actif incorporel et d'actifs incorporels générés en interne. Les éléments qui ne respectent plus la définition d'un actif ne sont plus reconnus comme actifs. Ces normes sont applicables aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008, et leur adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore déterminé l'incidence que l'adoption de ces normes aura sur ses états financiers.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

p) Conventions comptables à être adoptées dans le futur (suite)

Le 13 février 2008, le conseil des normes comptables canadien a confirmé que l'application des normes internationales sera requise en 2011 pour les sociétés publiques obligées de rendre des comptes, autres que les organismes sans but lucratif. La société va surveiller de près les changements résultant de cette transition aux normes comptables internationales.

2. Acquisition d'entreprise

Le 31 août 2007, la société a acquis la quasi-totalité des éléments d'actifs corporels et incorporels de Systèmes Repérage Vigil Technologies inc., une compagnie canadienne se spécialisant dans la conception, le développement et la commercialisation de systèmes de protection, de détection et de repérage de véhicules volés.

La contrepartie totale en espèces payée pour l'acquisition est de 412 409 \$, incluant des frais d'acquisition de 137 409 \$. L'acquisition a été financée à partir des liquidités disponibles de la société.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et, par conséquent, les résultats d'exploitation ont été comptabilisés dans les états financiers à partir de la date d'acquisition.

Les justes valeurs des actifs acquis et des passifs assumés à la date d'acquisition étaient les suivantes :

Actifs à court terme	
Débiteurs	62 000 \$
Stocks	30 000
Immobilisations	16 000
Actifs incorporels	672 000
Écart d'acquisition	603 909
<hr/>	
Total des actifs	1 383 909
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	580 000
Revenus différés	391 500
<hr/>	
Total des passifs	971 500
<hr/>	
Actifs nets acquis	412 409 \$
<hr/>	
Contrepartie en espèces	412 409 \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

3. Débiteurs

	2007	2006
Comptes à recevoir	943 718 \$	1 105 946 \$
Autres	110 752	57 385
	1 054 470 \$	1 163 331 \$

4. Investissement net dans des contrats de location-vente

L'investissement net de la société dans des contrats de location-vente se répartit comme suit :

	2007	2006
Total des paiements minimums à recevoir en vertu des contrats de location-vente	151 036 \$	1 950 \$
Moins : revenus différés	4 216	438
	146 820	1 512
Tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location-vente	96 305	1 512
	50 515 \$	– \$

Les paiements minimums à recevoir en vertu des contrats de location-vente sont les suivants :

2008	98 613 \$
2009	49 049
2010	3 374
	151 036 \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

5. Immobilisations

2007			
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Équipement de bureau	298 559 \$	186 348 \$	112 211 \$
Équipement informatique et logiciels	600 334	519 519	80 815
Améliorations locatives	358 994	340 926	18 068
Matériel roulant	49 800	49 371	429
Site Internet	48 099	12 366	35 733
	1 355 786 \$	1 108 530 \$	247 256 \$

2006			
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Équipement de bureau	289 378 \$	160 193 \$	129 185 \$
Équipement informatique et logiciels	499 255	450 852	48 403
Améliorations locatives	358 994	323 888	35 106
Matériel roulant	49 800	36 151	13 649
	1 197 427 \$	971 084 \$	226 343 \$

L'équipement de bureau et l'équipement informatique et logiciels incluent les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 90 953 \$ (60 754 \$ en 2006) et un amortissement cumulé de 44 156 \$ (26 811 \$ en 2006). L'amortissement des biens loués en vertu des contrats de location-acquisition d'un montant de 17 345 \$ (8 486 \$ en 2006) est inclus sous la rubrique « dépréciation et amortissement » à l'état des résultats.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

6. Actifs incorporels

	Coût (acquisition de 2007)	Amortissement cumulé	Valeur comp- table nette
Contrats conclus avec des clients et les relations clients qui en découlent	356 000 \$	23 733 \$	332 267 \$
Réseau de distribution	195 000	13 000	182 000
Technologie non brevetée	121 000	8 067	112 933
	672 000 \$	44 800 \$	627 200 \$

7. Obligations découlant des contrats de location-acquisition

	2007	2006
2007	– \$	20 857 \$
2008	40 498	19 766
2009	13 822	–
Total des paiements minimums exigibles	54 320	40 623
Moins le montant représentant les intérêts à 8,6 %	2 329	1 970
Valeur actualisée du montant des paiements minimums exigibles	51 991	38 653
Moins la tranche à moins d'un an	38 639	18 559
	13 352 \$	20 094 \$

Des intérêts de 3 107 \$ (4 921 \$ en 2006) se rapportant aux obligations découlant des contrats de location-acquisition sont inclus dans les frais financiers à l'état des résultats.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

8. Dette à long terme

	2007	2006
Billets à ordre, garantis par l'ensemble des actifs, émis aux actionnaires, portant intérêt au taux de 12 % composé mensuellement et payables au gré de chaque prêteur en actions privilégiées de catégorie C au taux d'une action de catégorie C par tranche de 0,2796 \$ d'intérêts ou en espèces ⁽¹⁾	– \$	1 561 514 \$
Emprunt à terme, sans intérêt contracté auprès de Développement économique Canada, remboursable en versements semestriels de 24 643 \$ à compter d'octobre 2006 et échéant en avril 2010 ⁽²⁾	103 806	172 504
	103 806	1 734 018
Tranche à court terme de la dette à long terme	37 935	49 286
	65 871 \$	1 684 732 \$

(1) Tous les montants dus relativement aux billets à ordre émis aux actionnaires, en 2006 et en janvier 2007, incluant tous les intérêts courus et non payés pour un montant total de 2 117 514 \$ (1 915 337 \$ en capital et 202 177 \$ en intérêts), ont été remboursés par compensation contre le prix d'exercice des bons de souscription des actions privilégiées de catégorie C.

(2) Cette somme représente la juste valeur du prêt au moment où il a été contracté, calculé au taux d'intérêt implicite de 12 %. Le solde du prêt selon la convention d'emprunt s'élève à 123 218 \$ au 31 décembre 2007 et à 172 504 \$ au 31 décembre 2006.

Les versements sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

2008	37 935 \$
2009	42 623
2010	23 248
	103 806 \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

9. Actions privilégiées rachetables

Les actions privilégiées de catégorie A sont assorties d'un droit de vote et participatives et elles ouvrent droit à un dividende au même titre que les actions privilégiées de catégorie C et les actions ordinaires dans le cas d'un dividende déclaré d'un montant maximal par action égal à celui d'un dividende versé sur une action privilégiée de catégorie B.

Les actions privilégiées de catégorie B sont assorties d'un droit de vote et participatives, elles sont d'un rang supérieur à celui des actions privilégiées de catégorie A et elles ouvrent droit à un dividende cumulatif et préférentiel de 8 % composé trimestriellement.

Les actions privilégiées de catégorie C sont assorties d'un droit de vote et participatives, elles sont d'un rang supérieur à celui des actions des catégories A et B et elles ouvrent droit à un dividende au même titre que les actions privilégiées de catégorie A et les actions ordinaires dans le cas d'un dividende déclaré d'un montant maximal par action égal à celui d'un dividende versé sur une action privilégiée de catégorie B.

Toutes les actions privilégiées de catégories A, B et C ont fait l'objet d'une conversion automatique en actions ordinaires immédiatement avant la clôture du premier appel public à l'épargne (« PAPE »), tel qu'il est prévu aux statuts corporatifs en vigueur à cette date, aux taux de conversion suivants :

1,3499 action ordinaire pour une action privilégiée de catégorie A;

1,3499 action ordinaire pour une action privilégiée de catégorie B;

1,0000 action ordinaire pour une action privilégiée de catégorie C.

Le dividende cumulatif et préférentiel non payé sur les actions privilégiées de catégorie B, lequel s'élevait à 2 885 684 \$ à la date de conversion, a également été converti en 4 833 642 actions ordinaires.

	2007	2006
Émises		
6 698 000 actions privilégiées de catégorie A (y compris des intérêts implicites de 1 866 969 \$ en 2006)	– \$	7 264 887 \$
10 050 872 actions privilégiées de catégorie B (y compris des intérêts implicites de 2 523 127 \$ en 2006)	–	10 623 123
12 804 014 actions privilégiées de catégorie C (y compris des intérêts implicites de 495 478 \$ en 2006)	–	4 075 478
	– \$	21 963 488 \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

10. Capital-actions

- a) Le capital-actions autorisé de la société se répartit comme suit :

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

En juin 2007, la société a déposé des articles de modification pour annuler toutes les catégories d'actions autorisées autres que les actions ordinaires et a procédé au regroupement des actions ordinaires, aux termes duquel chaque tranche de trois actions ordinaires en circulation a été échangée contre une nouvelle action ordinaire

- b) Les variations relatives au capital-actions émis se résument comme suit :

	Nombre ⁽¹⁾	Montant
Émis et en circulation au 31 décembre 2006	900 000	89 \$
Conversion des actions privilégiées de catégories A, B et C, des intérêts implicites et du dividende cumulé et impayé sur ces actions privilégiées d)	15 940 109	24 818 974
Émission d'actions lors du premier appel public à l'épargne e)	11 111 112	10 000 000
Frais d'émission d'actions d)	–	(1 436 822)
Bons de souscription en actions ordinaires (note 11)	–	(2 111 111)
Émission d'actions au chef de la direction f)	279 512	142 551
Émis et en circulation au 31 décembre 2007	28 230 733	31 413 681 \$

⁽¹⁾ Compte tenu du regroupement 3 pour 1

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

10. Capital-actions (suite)

c) Perte par action

	2007	2006
Perte nette	(4 389 884) \$	(3 374 739) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	16 474 774	900 000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, compte tenu de la dilution	16 474 774	900 000
Perte de base et diluée ⁽¹⁾ par action	(0,27) \$	(3,75) \$

⁽¹⁾ La perte diluée par action est la même que la perte de base par action, étant donné que la prise en compte des bons de souscription et des options d'achat d'actions entraînerait une baisse de la perte par action.

d) Conversion des actions privilégiées de catégories A, B et C, des intérêts implicites et du dividende cumulé et impayé sur ces actions privilégiées

	Nombre	Taux de conversion	Actions ordinaires
Actions privilégiées de catégorie A	6 698 000	1,3499	9 041 630
Actions privilégiées de catégorie B	10 050 872	1,3499	13 567 672
Actions privilégiées de catégorie C	20 377 382	1,000	20 377 382
Dividendes cumulés impayés sur les actions privilégiées de catégorie B	–	–	4 833 642
			47 820 326
Regroupement des actions 3 pour 1			15 940 109

e) Émission d'actions lors du premier appel public à l'épargne

Dans le cadre d'un prospectus déposé le 29 mai 2007 relativement à un premier appel public à l'épargne (« PAPE »), la société a émis 11 111 112 unités composées d'une action ordinaire et de la moitié d'un bon de souscription à un prix de 0,90 \$ par unité, ou 10 000 000 \$ (moins les frais d'émission d'actions de 1 436 822 \$).

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

10. Capital-actions (suite)

f) Émission d'actions au chef de la direction

À la clôture du PAPE, le 6 juin 2007, la société a consenti un prêt, sans intérêt venant à échéance le 6 juin 2012, à son chef de la direction, d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires. Ce prêt est garanti par les actions émises dont la juste valeur est de 75 468 \$ au 31 décembre 2007. Le montant a été porté en réduction du capital-actions émis. Le montant de 142 551 \$ représente la charge à titre de rémunération à base d'actions et a été déterminé comme si la société avait octroyé des options d'achat d'actions à son chef de la direction.

g) Régime d'options d'achat d'actions

Le 18 avril 2007, la société a adopté un régime d'options d'achat d'actions révisé (le « régime d'options d'achat d'actions »). Aux termes du régime d'options d'achat d'actions, le conseil d'administration peut attribuer des options incessibles visant l'acquisition d'actions ordinaires aux administrateurs, dirigeants, employés et experts-conseils de la société. Les options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions sont gagnées sur une période de 3 ans et ont une durée maximale de 10 ans sous réserve d'une expiration préalable dans certaines circonstances. Les options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions après la clôture du placement ne seront pas inférieures au cours de clôture des actions ordinaires à la Bourse de croissance TSX le jour de bourse qui précède la date de l'octroi. Aux termes du régime d'options d'achat d'actions, le nombre d'options octroyées ne peut dépasser 10 % du nombre global d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'octroi. Aucun titulaire d'options aux termes du régime d'options d'achat d'actions ne peut recevoir des options qui lui accordent le droit d'acheter plus de 5 % (2 % pour les experts-conseils) du total des actions ordinaires en circulation pendant une durée de 12 mois. Si le titulaire des options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions cesse d'être administrateur, dirigeant, employé ou expert-conseil, les options octroyées doivent être levées dans les 90 jours suivant le moment où le titulaire a cessé d'exercer sa fonction auprès de la société.

Durant l'année, la société a enregistré une dépense de rémunération de 200 911 \$ (néant en 2006) pour son régime d'options d'achat d'actions. Le surplus d'apport a été ajusté en conséquence du même montant. Un montant de 142 551 \$ a été porté en réduction du surplus d'apport à la suite de l'exercice d'options (néant en 2006).

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

10. Capital-actions (suite)

g) Régime d'options d'achat d'actions (suite)

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des options d'achat d'actions aux termes du régime :

	2007		2006	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début de l'exercice ⁽¹⁾	842 316	0,8388 \$	876 650	0,8388 \$
Options octroyées	1 083 786	0,8040	12 000	0,8388
Options exercées	(279 512)	0,9000	—	—
Options annulées	(39 998)	0,8246	(46 334)	0,8388
Solde à la fin de l'exercice	1 606 592	0,8050 \$	842 316	0,8388 \$

⁽¹⁾ Compte tenu du regroupement 3 pour 1

Le tableau qui suit présente l'information relative aux options d'achat d'actions en cours et pouvant être exercées au 31 décembre 2007 :

Options en cours			Options pouvant être exercées	
Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Durée contractuelle moyenne pondérée restante à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre
0,8050 \$	1 606 592	8,66	0,8388 \$	1 034 897

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

10. Capital-actions (suite)

g) Régime d'options d'achat d'actions (suite)

La juste valeur de chacune des options octroyées a été estimée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation de la valeur des options de Black et Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	2007	2006
Taux d'intérêt sans risque	4,22 %	4,38 %
Volatilité prévue	85,00 %	–
Durée de vie prévue de l'option en années	7	5
Taux prévu du dividende	–	–

Le tableau ci-dessous présente la moyenne pondérée des justes valeurs par action à la date de l'octroi des options :

	2007	2006
Nombre d'options octroyées	1 083 786	36 000
Moyenne pondérée de la juste valeur de chaque option	0,32 \$	– \$

11. Bons de souscription

Actions ordinaires

Lors du PAPE, chacune des unités émises par la société comprenait une action ordinaire et la moitié d'un bon de souscription d'achat. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société au prix de 1,10 \$ par action durant une période de 24 mois suivant la clôture du PAPE, soit avant le 6 juin 2009.

Nombre émis et valeur attribuée

	2007	2006
5 555 556 bons de souscription en actions ordinaires (aucun au 31 décembre 2006)	2 111 111 \$	– \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

11. Bons de souscription (suite)

Actions ordinaires (suite)

La juste valeur de chacun des bons de souscription a été estimée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation de Black et Scholes à partir des hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	4,22 %
Volatilité prévue	85,00 %
Durée de vie prévue des bons de souscription en années	2
Taux prévu du dividende	—
Prix d'exercice par bon de souscription	1,10 \$
Juste valeur moyenne pondérée de chaque bon de souscription à la date d'attribution	0,38 \$

Actions privilégiées de catégorie A

En 2003, la société a converti tous les bons de souscription existants déjà émis en 822 672 nouveaux bons de souscription d'actions privilégiées de catégorie A donnant le droit d'acquérir, au plus tard le 26 mars 2008, 822 672 de ces actions au prix d'exercice de 1,27 \$ l'action.

Après le regroupement d'actions, les bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie A non exercés ont été rajustés de sorte qu'il y ait un total de 822 672 bons de souscription en circulation, chacun permettant à son porteur de faire l'acquisition de 0,45 action ordinaire moyennant un prix d'exercice de 1,27 \$ par bon de souscription, lesquels bons de souscription viendront à échéance le 26 mars 2008. Au 31 décembre 2007, ces 822 672 bons de souscription étaient toujours en circulation.

Actions privilégiées de catégorie C

En 2006, la société a émis aux porteurs des billets à ordre un total de 11 169 625 bons de souscription d'actions privilégiées de catégorie C, leur donnant le droit d'acquérir, au plus tard en août 2011, 11 169 625 de ces actions au prix d'exercice de 0,2796 \$ l'action.

Immédiatement avant la clôture du PAPE, 7 573 368 bons de souscription d'actions pour acquérir 7 573 368 actions privilégiées de catégorie C ont été levés au prix de 0,2796 \$ par action pour un total de 2 117 514 \$.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

11. Bons de souscription (suite)

Actions privilégiées de catégorie C (suite)

À la même date, le solde non levé de bons de souscription d'actions pour acquérir 6 127 179 des actions privilégiées de catégorie C a été annulé. Tous les montants dus relativement aux billets à ordre émis aux actionnaires, durant l'année 2006 et en janvier 2007 et garantis par l'ensemble des actifs, incluant tous les intérêts courus et non payés pour un montant total de 2 117 514 \$ (1 915 337 \$ en capital et 202 177 \$ en intérêt), ont été appliqués contre le prix d'exercice des bons de souscription.

Selon leurs modalités, tous les bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C non exercés au moment de la clôture du PAPE sont devenus nuls et non avenue. Par conséquent, au 31 décembre 2007, il ne reste plus aucun de ces bons de souscription en circulation.

12. Frais financiers, montant net

	2007	2006
Intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables	737 972 \$	1 674 586 \$
Intérêts sur billets à ordre	98 828	103 350
Intérêts, cartes de crédit et frais bancaires	94 667	66 766
Intérêts sur la dette à long terme et les contrats de location-acquisition	15 376	4 921
Amortissement des frais financiers reportés	–	81 927
Perte sur conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires	171 629	–
Intérêts créditeurs	(191 016)	(42 349)
Perte (gain) sur taux de change	9 443	(49 496)
Autres frais financiers ⁽¹⁾	17 891	148 863
	954 790 \$	1 988 568 \$

⁽¹⁾ En 2006, les autres frais financiers ont été engagés afin d'évaluer et d'examiner diverses options de financement supplémentaires qui s'offraient à la société.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

13. Impôts sur le bénéfice

Lorsqu'elle évalue la mesure dans laquelle ses actifs d'impôts futurs sont réalisables, la direction détermine si la non-réalisation d'une partie ou de la totalité des actifs d'impôts futurs est plus probable qu'improbable. La réalisation finale des actifs d'impôts futurs dépend de la capacité de la société à générer des bénéfices imposables futurs. Au 31 décembre 2007, la société a comptabilisé une provision pour moins-value d'environ 6 776 000 \$ (6 475 000 \$ en 2006) à l'égard de la totalité de ses actifs d'impôts futurs.

Les incidences fiscales relativement aux composantes d'écarts temporaires donnant lieu à des actifs et à des passifs d'impôts futurs se résument ainsi :

	2007	2006
Actifs d'impôts futurs		
Report prospectif des pertes autres qu'en capital et dépenses de recherche et de développement déductibles	5 297 000 \$	6 183 000 \$
Immobilisations	303 000	292 000
Frais de financement	341 000	–
Provision pour moins-value	(5 927 000)	(6 475 000)
	14 000	–
Passifs d'impôts futurs		
Actifs incorporels et écart d'acquisition déductible	(9 000)	–
Dette à long terme	(5 000)	–
	(14 000)	–
Impôts futurs	– \$	– \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

13. Impôts sur le bénéfice (suite)

La conciliation des impôts sur le revenu du taux statutaire à la provision d'impôt réelle de l'exercice est la suivante :

	2007	2006
Perte nette avant les impôts sur le revenu	(4 389 884)\$	(3 374 739)\$
Impôts sur le revenu fondés sur le taux d'imposition fédéral et provincial de 32 % (34 % au 31 décembre 2006)	(1 404 763)\$	(1 147 411)\$
Augmentation découlant des éléments suivants :		
Pertres fiscales et dépenses de recherche et de développement non constatées de l'exercice	1 049 398	578 052
Intérêts non déductibles sur les actions privilégiées rachetables	236 151	569 359
Perte sur conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires	54 922	–
Rémunération à base d'actions	64 292	–
	1 404 763	1 147 411
Impôts sur le revenu	– \$	– \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

13. Impôts sur le bénéfice (suite)

La société dispose de pertes autres qu'en capital et d'un solde de dépenses de recherche et de développement déductibles qui serviront à réduire le revenu imposable futur. Elle a également accumulé des crédits d'impôt à la recherche et au développement dans le but d'alléger le montant des impôts sur le bénéfice qu'elle devra payer lors d'exercices futurs. L'avantage fiscal découlant des pertes fiscales et des frais de recherche et de développement sera constaté lorsque leur réalisation sera plus probable qu'improbable. Les crédits d'impôt seront pris en compte lorsqu'une assurance raisonnable pourra être donnée quant à leur réalisation. Ces pertes, crédits et frais peuvent être reportés jusqu'aux échéances suivantes :

	Pertes autres qu'en capital		Crédits d'impôt, recherche et développement	Dépenses de recherche et de développement	
	Fédéral	Provincial	Fédéral	Fédéral	Provincial
2008	2 664 000 \$	2 911 000 \$	6 500 \$	– \$	– \$
2009	3 391 000	3 750 000	4 800	–	–
2010	–	–	8 500	–	–
2013	3 388 000	3 388 000	–	–	–
2014	2 992 000	2 992 000	3 180	–	–
2025	1 304 000	1 304 000	–	–	–
2026	2 619 000	2 619 000	–	–	–
Indéfini	–	–	–	2 279 000	3 278 000
Avantages fiscaux disponibles lors d'exercices futurs	16 358 000 \$	16 964 000 \$	22 980 \$	2 279 000 \$	3 278 000 \$

14. Engagements et garanties

a) Contrats de location-exploitation

Au 31 décembre 2007, les engagements de la société relativement à des contrats de location-exploitation pour les quatre prochains exercices sont les suivants :

2008	242 867 \$
2009	237 811
2010	225 940
2011	24 751
	<hr/>
	731 369 \$

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

14. Engagements et garanties (suite)

b) Garanties

Aux termes du bail visant les locaux qu'elle occupe, la société a fourni une hypothèque mobilière de 123 341 \$ afin de garantir le paiement de ses obligations envers le propriétaire jusqu'au 30 novembre 2010.

15. Instruments financiers

a) Juste valeur

Les valeurs comptables des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des créiteurs et charges à payer sont présumées se rapprocher de leur juste valeur, du fait que ces actifs et passifs financiers ont des dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de l'investissement net dans des contrats de location-vente et des obligations découlant des contrats de location-acquisition se rapproche de leur valeur comptable, puisque les intérêts sont calculés en fonction de taux fixes liés au marché.

En 2006, il a été établi que la juste valeur des billets à ordre émis aux actionnaires se rapproche de leur valeur comptable en raison de la courte durée de leur échéance prévue à la suite du PAPE.

La juste valeur du prêt à terme s'élevait à 105 628 \$ au 31 décembre 2007 (140 286 \$ en 2006), alors que sa valeur comptable était de 123 218 \$ (172 504 \$ en 2006).

Au 31 décembre 2006, la juste valeur et la valeur comptable des actions privilégiées de catégories A, B et C sont respectivement de 4 155 000 \$, 7 264 887 \$ et 8 100 000 \$, et de 10 623 123 \$, 3 580 000 \$ et 4 075 478 \$.

La juste valeur des actions privilégiées de catégories A, B et C a été établie en 2006 en posant l'hypothèse qu'aucun premier appel public à l'épargne ni aucun événement ayant un effet sur la trésorerie, tel qu'il est défini dans la convention des actionnaires, n'aurait lieu.

b) Risque de crédit

Dans le cours normal de son exploitation, la société effectue l'évaluation de la condition financière de ses clients et de la solvabilité de tous ses nouveaux clients. La société établit une provision pour créances douteuses en tenant compte des risques de crédit spécifiques de ses clients.

CORPORATION DATACOM WIRELESS

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006

16. Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie

	2007	2006
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	170 861 \$	(112 800)\$
Stocks	(434 829)	86 543
Crédits d'impôt à la recherche et au développement à recevoir	(90 000)	(220 000)
Frais payés d'avance et dépôts	19 206	(63 460)
Créditeurs et charges à payer	462 474	(129 049)
Revenus différés	152 681	76 612
Investissement net dans les contrats de location-vente, incluant la tranche à long terme	(145 308)	8 074
Intérêts courus sur billets à ordre	–	103 350
	135 085 \$	(250 730)\$
Montant payé durant l'exercice relatif aux :		
Intérêts sur la dette à long terme	15 376 \$	4 921 \$
Activités d'investissement hors caisse		
Acquisition d'immobilisations corporelles financée au moyen de créditeurs et de charges à payer	5 415 \$	3 373 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles financée au moyen de contrats de location-acquisition	30 199	–
Activités de financement hors caisse		
Conversion des billets à ordre en actions privilégiées de catégorie C	1 915 337	–
Conversion des intérêts à payer sur les billets à ordre en actions privilégiées de catégorie C	202 177	–
Conversion des actions privilégiées de catégorie C en actions ordinaires	24 616 797	–

17. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2006 ont été réagencés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2007.